



Dossier — Reportage

(Re)bâtir la confiance au nord du 55^e parallèle

Après des décennies d'indifférence, les questions de l'habitat et de l'urbanisme dans le Nunavik suscitent l'intérêt d'une nouvelle génération d'architectes. Dans ces lieux où presque tout reste à inventer, les défis techniques ne manquent pas. Les bases d'une relation de confiance, par contre, font crument défaut.

Laurent K. Blais

Deux jeunes filles du village d'Umiujaq, dans le Nord du Québec. (Benoit Paillé)

CONSIDÉRÉ DANS CE TEXTE

L'architecture dans le Grand Nord. Le pergélisol. L'art de passer l'hiver arctique dans une maison conçue comme un jumelé en Floride. La laine minérale et les légumes congelés d'Amérique du Sud. Les blocs de boucher géants. L'architecte, agent de changement social.

Le petit bâtiment brun, l'antenne et les quelques lumières qui clignotent correspondent à peu près à l'idée qu'on peut se faire de l'aéroport d'Umiujaq. Vue des airs, la piste d'atterrissage ne se distingue pas vraiment du paysage blanc, gris et bleu qui a défilé depuis La Grande, le dernier arrêt de ravitaillement avant le Grand Nord.

Au sol, l'aéroport est plongé dans une langueur de bout du monde, chauffé par le soleil qui projette de grandes ombres sur les dalles de linoléum. Le silence est interrompu périodiquement par la radio du contrôleur qui crache des parasites et de l'inuktitut. Debout devant une carte du Nord-du-Québec, des gens parlent à voix basse en pointant les 14 villages saupoudrés sur «l'oreille du loup», qui s'étend de la baie d'Hudson à la baie d'Ungava. On s'attend au choc culturel quand on traverse la planète, mais quand on reste dans la même province, entre codétenteurs de cartes Soleil, on imagine mal cette sensation un peu troublante d'être confrontés à une langue, à une toponymie et à un paysage pour lesquels on ne possède aucun référent.

J'accompagne un groupe d'étudiants à la maîtrise de l'École d'architecture de l'Université Laval, inscrits à un atelier consacré à l'habitat nordique. Le département a l'habitude d'envoyer des étudiants un peu partout sur la planète, mais c'est une des premières fois qu'il se penche sur le Nord québécois.

Ce n'est pas un cas isolé : les écoles d'architecture de l'Université McGill et de l'Université de Montréal s'y sont aussi intéressées récemment, l'enjeu occupait une matinée complète lors du dernier congrès de l'Ordre des architectes du Québec, et le Canada présentait un projet intitulé «Adaptations à l'Arctique» à la Biennale internationale d'architecture de Venise, en 2014. «Il y a assurément un nouvel intérêt, me confiait une semaine plus tôt l'architecte Alain Fournier, un pionnier qui signe des aéroports, des bâtiments publics et des habitations résidentielles dans la région depuis les années 1980. La preuve, c'est que je n'ai jamais donné autant de conférences sur le Grand Nord que durant ces six ou sept dernières années. Ça n'intéressait absolument personne avant.»

Les macroévénements comme le réchauffement climatique et les fantasmes de ressources naturelles contribuent bien sûr à cette nouvelle récurrence dans les discours publics. Mais pour un architecte, le Nunavik représente surtout un immense laboratoire proposant des défis irrésistibles : si les Autochtones y logent depuis des milliers d'années, on a commencé à y appliquer les principes architecturaux contemporains depuis à peine un demi-siècle. Presque tout reste à inventer.

Noah, notre *fixer*, arrive finalement avec l'autobus qui doit nous amener au village. Quinquagénaire, il a un corps compact, fruit de milliers d'années d'adaptation au climat. Le cuir de son visage est à l'image du paysage : buriné par le vent, le froid, le temps. Il n'y pousse pas plus de poils que d'arbres dans la toundra.

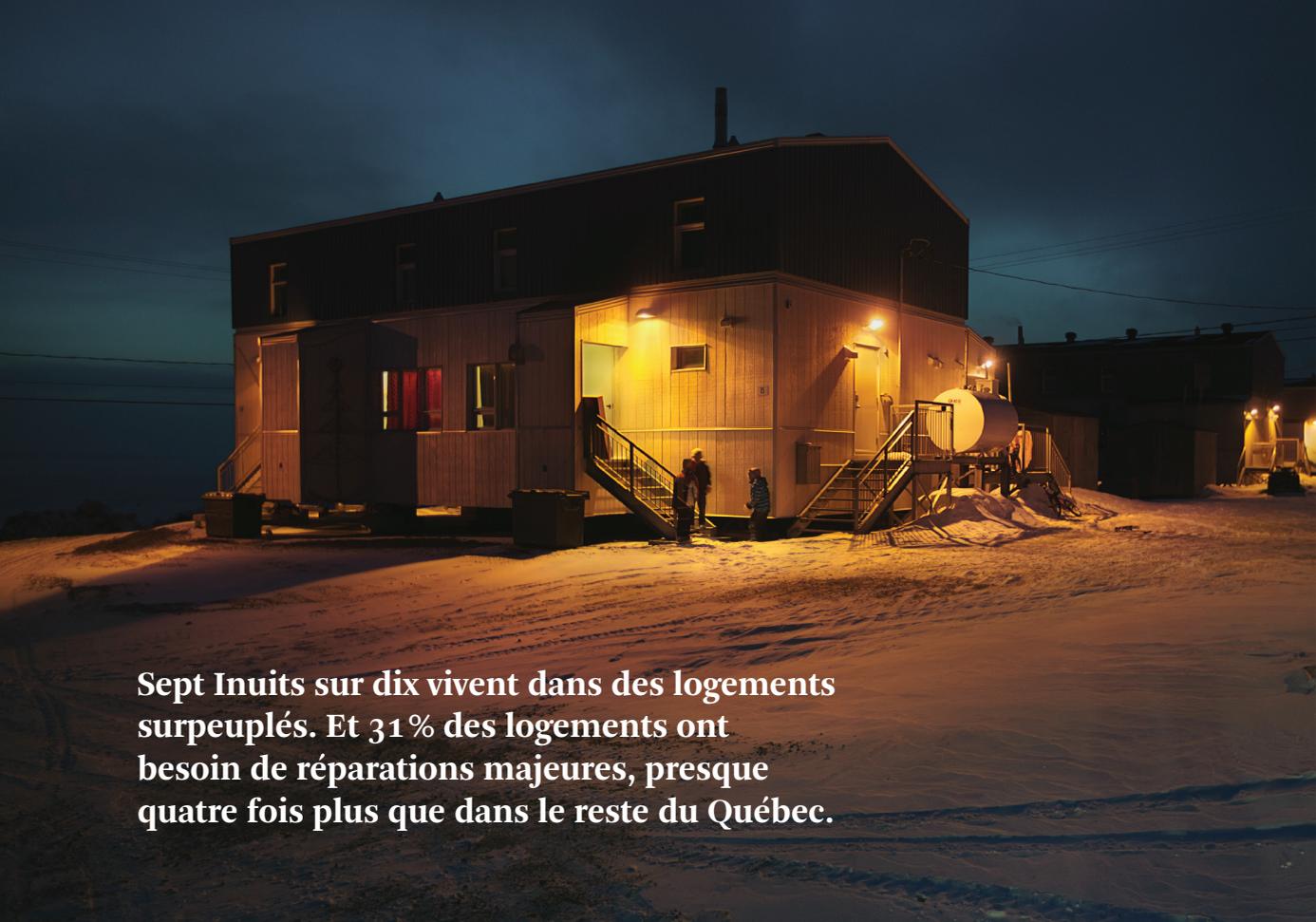
Alors que défilent des bâtiments beiges et anonymes, Noah nous présente les hangars, l'école, la coop, qui ont tout au plus une trentaine d'années, soit 20 de moins que lui. Cette constatation me glace. J'essaie d'imaginer ce paysage avant les projets hydroélectriques et le mazout, les avions et les déneigeuses. Avant la télé satellite, les chauffe-eaux, la PlayStation, la laine minérale et les légumes congelés d'Amérique du Sud.

FAIRE COMME CHEZ SOI

Si l'intérêt des architectes est relativement nouveau, la question du logement, elle, s'enracine loin dans l'histoire des territoires du Nord. La première cohabitation entre Blancs et Inuits date de 1830 : c'est sur des sites fréquentés depuis des siècles par les Autochtones que la Compagnie de la Baie d'Hudson a établi ses premiers postes de traite arctiques, Fort-Chimo (Kuujjuaq) et Poste-de-la-Baleine (Kuujuarapik). Pendant des décennies, le gouvernement canadien a cependant découragé l'établissement de campements inuits permanents, en espérant que ces populations demeurent économiquement autonomes et politiquement atomisées.

Mais leur sédentarisation s'est accentuée avec la Deuxième Guerre mondiale, puis la Guerre froide. Le Nord canadien devenant une zone stratégique, la construction de bases militaires a fourni aux Inuits de l'emploi et un accès presque illimité à des matériaux de construction. Les abris de fortune—construits à partir de toile, de contreplaqué, de neige—se sont multipliés. Malgré ces conditions de vie horribles, Ottawa a refusé d'intervenir, par peur de devoir ensuite prendre en charge plus largement le «problème» inuit. Ce même gouvernement n'a pourtant eu aucun scrupule à «s'occuper» des habitants d'Inukjuak en les relogant, en 1953, à plus de 2 000 km de chez eux, pour justifier la souveraineté du territoire de l'extrême arctique.

À la fin des années 1950, un rapport gouvernemental a fini par contraindre le ministère du Nord canadien et des Richesses naturelles à embarquer dans des programmes expérimentaux d'habitation. On a invité les Inuits à déménager près des postes de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson, où étaient envoyés



Sept Inuits sur dix vivent dans des logements surpeuplés. Et 31 % des logements ont besoin de réparations majeures, presque quatre fois plus que dans le reste du Québec.

Une habitation typique du village. (Benoit Paillé)

des infirmières, des policiers et des administrateurs. Progressivement, des villages sont nés, avec écoles, églises, maisons et bâtiments administratifs. Imaginés à la hâte et limités par des coûts de construction élevés, ces premiers logements sociaux nordiques étaient des facsimilés de maisons, facilement transportables, mais conçus pour les conditions et le mode de vie du Sud. Pas vraiment adaptés aux grands froids, donc.

En 1970, en pleine crise de l'énergie—Hydro-Québec prédisait alors que si rien n'était fait, la demande énergétique dépasserait l'offre de 11 000 mégawatts dès 1983, renvoyant la province aux bougies et au charbon—, Robert Bourassa, chef du Parti libéral, est porté au pouvoir en faisant du développement du Nord et de l'hydroélectricité une de ses priorités. Ce sera le «projet du siècle»: «Il ne sera pas dit que nous vivrons pauvrement sur une terre aussi riche», clamera-t-il devant des partisans réunis au Petit Colisée de Québec. Le problème, c'est que ladite terre n'était pas encore vraiment à nous.

Les Cris et les Inuits ont pris connaissance de ces plans d'exploitation à la radio et sur des babillards, après qu'on eut commencé à construire la route de la Baie James. En 1973, après 300 millions\$ investis, un

juge a forcé l'arrêt des travaux, obligeant le gouvernement du Québec à négocier avec les locaux pour débloquer la situation. La plupart des Autochtones envoyés parlementer étaient nés dans des igloos, n'avaient pas 30 ans et n'avaient pas fréquenté les écoles des Blancs—j'aime penser que Noah, qui qualifie René Lévesque de «grand ami», faisait partie des négociateurs.

En 1975, le traité de la Baie James, qui a résulté de ces pourparlers, offrait—en contrepartie de l'exploitation de l'eau et des sous-sols—135 millions\$, des territoires réservés et un nouveau statut de Québécois aux communautés crie et inuite. Celles-ci paieraient donc désormais des impôts et des taxes, mais elles auraient droit aux mêmes services que l'ensemble des Québécois: aide sociale, éducation, soins de santé, etc.

Québec héritait du même coup de la catastrophique situation du logement. La Société d'habitation du Québec (SHQ) a dû agir vite pour remplacer ce qu'il restait des 800 cabanes délabrées du gouvernement canadien. Dans l'urgence, on a peu consulté les futurs occupants de ces maisons. Et devant l'inconnu, des erreurs techniques ont été commises, de mauvaises décisions ont été prises. *L'Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik*, ratifiée en 2000, visait à régler cette situation, en transférant la gestion de la construction aux Inuits et en fixant la contribution financière des deux paliers gouvernementaux.

Aujourd'hui, si la situation s'est améliorée, on est loin d'une politique d'habitation réussie. La pénurie de logements au Nunavik atteint encore des sommets critiques: sept Inuits sur dix vivent dans des logements surpeuplés. Et 31% des logements ont besoin de réparations majeures, presque quatre fois plus que dans le reste du Québec.

BYZANCE EN QUÉBEC

Ces statistiques ont beau être alarmantes, on n'en prend vraiment la mesure qu'en s'y confrontant sur le terrain. C'est quelques jours après notre arrivée, quand nous avons pénétré pour la première fois dans une des maisons d'Umiujaq, que l'inadéquation des logements a révélé son absurdité.

Paul, notre hôte, travaille à l'école du village avec des enfants atteints de surdité (un nombre disproportionné d'enfants inuits sont sourds, sans qu'on sache trop pourquoi). Il habite dans un logement social—non pas qu'il soit «pauvre», mais parce que c'est le seul logement disponible.

Comme beaucoup de familles, la sienne occupe un jumelé dessiné dans les années 1980 par Québec. C'est un vrai tank, conçu pour résister au froid, pas pour plaire à l' cil. Son prix est d'ailleurs digne d'une compagnie d'armement: autour d'un demi-million\$ (pour un logement de quatre chambres), le double de ce que sa construction couterait dans le Québec méridional.

La présence du pergélisol pose des défis techniques sérieux à la construction, et rend impossibles l'installation d'égouts et d'aqueducs ou l'enfouissement de fils. Chaque bâtiment possède donc des citernes pour l'eau, le carburant et les eaux usées, qui sont placées dans une salle mécanique, laquelle réduit l'espace habitable déjà serré. Les Inuits n'en possèdent pas la clé: des camions sillonnent tous les jours les rues du village pour remplir ou vider chaque citerne depuis l'extérieur.

Le sas d'entrée est long, étroit et passablement encombré de pelles et de traineaux. La personne qui a conçu ce vestibule pensait srement qu'elle construisait des jumelés pour la Floride.

Chez Paul, le sas d'entrée est long, étroit et passablement encombré: une pelle, un traineau pour les enfants, un bidon de *mix* pour le quatre-roues jonchent le sol. La personne qui a conçu ce vestibule pensait srement qu'elle construisait des jumelés pour la Floride. Les manteaux, tuques, foulards, mitaines et pantalons de neige de Paul, de sa femme et de leurs cinq enfants débordent de la minuscule garde-robe.



  notre gauche, la cuisine: un corridor exigu avec armoires et comptoirs de chaque côté. Paul et sa femme se contorsionnent pour passer du four à l'évier, puis de l'évier au réfrigérateur pour ranger les restes du souper. Au bout de cette pièce-couloir se trouve la salle de lavage, ce qui transforme la cuisine en lieu de passages fréquents. Je cherche du regard mes collègues architectes, pour voir s'ils peuvent justifier cette configuration. Ils secouent la tête et regardent le sol, d pit s.

Dans le salon, je remarque immédiatement la gigantesque télé, le iPad, le Mac de l'année. Les Inuits ne sont pas coupés du monde ni des luxes modernes: ils sont gavés par les mêmes émissions et les mêmes pubs de Taco Bell, de Ford et de La-Z-Boy que le reste de l'Amérique du Nord.

Au deuxième étage: quatre chambres, à peu près de la même grandeur. Dans celle de Paul et de sa femme, deux matelas sont jetés   même le sol: le premier pour les parents, le deuxième pour les deux plus jeunes. Paul désigne la fenêtre, dont la poignée est brisée. L'air passe. Quand il vente trop fort, elle s'ouvre toute seule. Mais impossible de réparer quoi que ce soit à Umiujaq: il n'y a nulle part où acheter des matériaux. Paul est sur une liste d'attente, sans vraiment savoir à quel moment un ouvrier finira par passer. Pour compenser, les thermostats sont réglés en permanence à 28 degrés: il



Projet réalisé dans le cadre de l'atelier Construction et design de l'Université Laval. (Mathieu Leclerc et Pascale Bornais-Lamothe.)

01 : Schématisation des besoins résidentiels sur plan-masse projeté.

02 : Vue sur Umiujaq depuis les affleurements rocheux.

03 : Vue hivernale sur l'espace renaturalisé.

menées par des ingénieurs et des ouvriers qui ont en tête les normes et habitudes qui prévalent ailleurs au Québec. Faire vite pour faire beaucoup reste difficilement compatible avec une démarche qualitative, basée sur l'écoute et la consultation. Il y a heureusement un changement d'attitude chez les fonctionnaires et les architectes, une volonté de concilier ces deux objectifs.

L'ARCHITECTURE, SERVICE ESSENTIEL

Le climat, la complexité administrative, la préservation du pergélisol, le transport, le manque de main-d'œuvre et de matériaux locaux s'ajoutent au défi de concevoir des espaces pour des occupants d'une culture largement méconnue. Car tout n'est pas affaire de mauvaise volonté : certaines propositions des jeunes architectes que j'accompagne, par exemple, ont été poliment critiquées par les habitants du village, parce qu'elles n'avaient pas prévu assez de place pour que la déneigeuse passe, ou parce que les finis intérieurs en bois, populaires dans le Sud, sont synonymes d'inflammabilité pour les Inuits.

Bien que les Inuits soient à peine 11 000 sur un territoire aussi grand que la France, le Nord présente aussi des questions d'urbanisme qu'on pensait propres à nos banlieues. Ainsi, même si le plus gros village dépasse à peine 2 000 habitants, l'étalement urbain rend parfois impossibles les déplacements à pied. Et paradoxalement, malgré l'immensité et la beauté du territoire, les voisins s'entendent d'une maison à l'autre et ont souvent comme vue principale le bungalow d'en face.

fait trop chaud quand on est debout, mais à cause des courants d'air, le sol demeure froid. La crainte principale des parents est qu'un des bébés se blesse sur la plinthe brûlante pendant la nuit.

En sortant, Paul nous pointe un dernier détail de sa maison byzantine: il arrive à peine à éteindre la lumière de sa chambre depuis que les interrupteurs ont été changés pour des lampes à chaînette (on ne sait pas trop par qui: la SHQ affirme ne pas installer ce genre de dispositif). Elles sont sûrement à la hauteur standard des normes de la Régie du bâtiment, mais pour Paul et beaucoup d'Inuits, qui sont au moins un pied plus petits que la moyenne, elles sont hors d'atteinte. Ces aberrations découlent en partie de l'urgence. L'impératif de construire rapidement de nouvelles maisons implique souvent une conception et une exécution à la hâte,

Le surpeuplement atteint un seuil d'autant plus critique qu'il est impensable, pendant les trois quarts de l'année, de passer de longues heures dehors et qu'il n'existe pas réellement de lieux publics de sociabilité. La seule évasion disponible est psychoactive, ce qui explique qu'un «mickey» de vodka (une petite bouteille de 375 ml) coûte 100\$ et qu'un gramme de *pot* tout sec vous appauvrit de 50\$.

Dans le Nord, il est possible d'envisager l'architecte comme un moteur essentiel de changement social, au même titre que l'infirmier et l'enseignante. La réduction de l'alcoolisme, de la toxicomanie et de la violence passe inévitablement par la conception et la construction de bâtiments publics et privés adaptés. Même chose pour le nombre élevé de grossesses chez les adolescentes : le système d'attribution des maisons accordant la priorité aux familles, la manière la plus rapide de quitter la demeure parentale reste, pour beaucoup, de devenir parents à 14 ou 16 ans.

CHANGER LE MODÈLE

La situation est à ce point préoccupante que la nécessité d'y remédier fait l'objet d'un rare consensus entre tous les intervenants nationaux, provinciaux et autochtones. À l'échelle québécoise, l'effort du gouvernement se mesure à la construction de 840 logements supplémentaires entre 2011 et 2016 (une augmentation de 32% du parc immobilier), par le truchement de la SHQ et du gouvernement fédéral.

Pour saisir ce problème à multiples facettes, la SHQ a mis sur pied le Laboratoire d'habitation nordique à l'automne 2013, un «lieu de convergence» d'experts, de chercheurs et de partenaires visant à trouver de nouvelles manières de construire au Nunavik. Le Laboratoire s'est attaqué en priorité au développement d'un prototype d'habitation nordique revu et amélioré, qui pourrait remplacer les logements qu'on construit depuis 30 ans.

« Il y a toute une relation de confiance à construire pour que les Inuits se sentent à l'aise dans les consultations et acceptent de travailler avec nous. »

C'est la firme Fournier Gersovitz Moss Drolet et Associés qui a reçu le mandat de revoir l'aérodynamisme du bâtiment, son efficacité énergétique, la nature des fondations et son adaptation socioculturelle. Le prototype inclura notamment des sas froids plus grands et un bloc de boucher surdimensionné pour découper les grosses pièces de viande, des suggestions qui proviennent d'une rencontre avec les représentants des 14 villages inuits.

Mais des problèmes qui s'étirent depuis des décennies ne se règlent pas en criant *prototype*, d'abord parce que la phase de tests du bâtiment ne sera pas terminée avant l'été 2016—trop tard, donc, pour que les communautés inuites bénéficient des investissements massifs déployés présentement par la SHQ. «En tant qu'ingénieur, j'aurais été tenté de dire que c'est mieux d'organiser un laboratoire *avant* de se lancer dans des investissements massifs, avance prudemment Guy Robichaud, qui travaille sur le projet, mais là, c'est l'inverse qui s'est passé.»

L'exercice a aussi ses limites. «La consigne était de transformer le modèle existant en y ajoutant des éléments socioculturels, explique Alain Fournier, chargé de concevoir le prototype. Pour moi, ce n'est pas du poivre et du sel qu'on saupoudre sur un plat : tout doit être intégré.» L'architecte regrette aussi le manque de temps accordé à la consultation. «C'est simpliste de dire : "On n'a qu'à les consulter." Il faut parvenir à créer un environnement dans lequel ils se reconnaissent, et cela résulte d'un très long cheminement. Il y a toute une relation de confiance à construire pour que les Inuits se sentent à l'aise et acceptent de travailler avec nous.»

Enfin, le mandat de la SHQ se concentrait sur le bâtiment; il n'incluait pas les questions de son mobilier, de la facilité à le réparer, ou de l'organisation générale du village.

ÉLARGIR LE CHAMP DES POSSIBLES

Quatre mois après notre retour d'Umiujaq, le groupe que j'accompagnais a présenté ses idées devant des professeurs, des architectes et des fonctionnaires de la SHQ. Libérés de certaines contraintes—à commencer par la nécessité d'avoir un jour à construire le bâtiment—, les étudiants de l'École d'architecture de l'Université Laval ont pu aborder le problème avec une sensibilité différente, en mettant l'accent sur les particularités socioculturelles inuites et en réfléchissant au village dans sa globalité.

Parmi les idées novatrices, on a notamment proposé d'ériger les nouvelles constructions directement sur les caps rocheux qui entourent Umiujaq—l'image d'une maison ancrée au territoire a quelque chose de poétique—et de s'inspirer du traditionnel *paaqtuilitaq*, une structure ingénieuse montée perpendiculairement au sol, sur laquelle la neige s'accumule et forme un mur protégeant l'entrée de l'iglou—une idée qui pourrait d'ailleurs tout à fait être importée dans le Sud du Québec.

Une autre équipe a soumis un projet de constructions standardisées qui s'agencent selon un principe de *plugin* : les structures des habitations peuvent être jumelées pour doubler la superficie habitable, et les configurations des pièces peuvent changer au gré des besoins grâce à des murs démontables. On a même imaginé toute une famille de mobilier modulable, permettant de remplacer et de modifier facilement l'intérieur des maisons, et donc de pallier en partie la pénurie de matériaux de construction. Une autre proposition étayée





Le village d'Umiujuaq, la nuit tombée. (Benoit Paillé)

cherchait, quant à elle, à orienter les fenêtres et balcons des nouvelles constructions vers de petits sentiers piétons, séparés de la rue.

C'est dire l'étendue du champ des possibles. Et même si ces projets ne sont pas voués à être construits, les paramètres qu'ils ont, chacun à leur manière, cherché à intégrer correspondent à des réalités connues et documentées. Ils gagneraient donc à être systématiquement inclus dans les cahiers des charges.

REBÂTIR LA CONFIANCE

Au-delà de la question des matériaux, de la réorganisation des espaces communs et des bénéfices sociaux qu'apporteraient des habitations adaptées, l'enjeu majeur auquel touche l'architecture du Nord-du-Québec est un de confiance et de dépendance. En remettant la responsabilité du logement entre les mains d'un tiers lors de la signature de la Convention de la Baie James, les Inuits ont fait preuve d'une foi exceptionnelle envers leurs interlocuteurs, qui n'ont toujours pas, à ce jour, rempli complètement leur promesse d'un nombre suffisant de logements adéquats. Cela semble donc être une bonne idée de s'appuyer sur l'architecture pour rebâtir le lien de confiance entre les parties.

Mais puisque les échanges opèrent à la fois à un niveau très concret (des bâtiments, des budgets, des traités) et sur un terrain symbolique (le respect, la confiance, la réciprocité), la méthode utilisée pour aborder le problème est essentielle. «Les maires m'ont souvent dit qu'ils préféreraient aller lentement, et ensuite construire sur du solide», raconte Ellen Avard, dont le projet de serres à Kuujuaq est un inspirant modèle de succès.

La chercheuse en sciences géographiques à l'Université Laval s'est fait parachuter au Nunavik à la suite d'une demande de l'Union des producteurs agricoles, qui cherchait à améliorer la sécurité alimentaire de Kuujuaq. Le village possédait déjà une serre, plus ou moins abandonnée. En sondant les habitants, Avard a constaté que l'accès à des légumes frais à faible coût intéressait les habitants au moins autant que les potentiels «secondaires», comme créer de l'emploi, enseigner aux enfants, faire de l'insertion sociale, disposer de fleurs fraîches, diminuer les déchets grâce au compostage, etc.

Les suggestions des villageois ont été intégrées au projet. En retour, ceux-ci se le sont approprié en masse. La première serre ne suffisant plus, une deuxième, de la compagnie Harnois, a été érigée en 2011. Devant l'importante demande, la possibilité d'intégrer des serres privées aux habitations a été étudiée l'an dernier à Akulivik.

Pour Avard, «la beauté de la chose, c'est que les serres nordiques n'ont pas été abordées que sous l'angle de la sécurité alimentaire. Ce sont des projets ultras multidisciplinaires qui impliquent plein de monde. Par exemple, seulement pour le compost, ce sont 11 organismes qui y trouvent leur compte. C'est pour ça que les gens se sont approprié l'idée».

AVANT D'ÉTEINDRE LES LUMIÈRES

Sans l'ombre d'un doute, la situation s'est améliorée en 30 ans, et l'intérêt de professionnels de divers milieux pour les problèmes du Nord donne le goût de croire qu'on va dans la bonne direction.

Toutefois, il demeure impératif de rappeler que, si les Inuits paient un loyer pour vivre dans des maisons fournies par l'État, ils ne sont pas que de simples locataires du gouvernement. Ils font aussi partie intégrante d'une transaction légale qui a permis d'affirmer la souveraineté du Québec au nord du 55^e parallèle et de mettre sur pied une société d'État qui a sauvé la province de la noirceur. Bonus: celle-ci génère environ 2 milliards\$ de revenus par année. On peut jeter le blâme de la pénurie et de l'inadéquation des logements du Nord québécois sur à peu près tous ceux qui y ont mis les pieds depuis le 19^e siècle: la Compagnie de la Baie d'Hudson, le gouvernement fédéral, les militaires, Robert Bourassa, les fonctionnaires. Il est assurément trop tôt pour affirmer que notre génération ne figurera pas sur cette liste dans 100 ans. Mais il n'y a jamais eu d'époque où la réparation de ces dommages a paru aussi réalisable. ●

Laurent K. Blais a déjà parlé de bitcoins, de darknet et de drogues psychédéliques en ces pages [«Pour une poignée de bitcoins», NPO1]. Il écrit (presque) quotidiennement à propos du rap contemporain sur le blogue tokilos.us. Il mène aussi une carrière universitaire à temps très, très partiel.